

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le - 7 NOV. 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORTEC ENVIRONNEMENT

ZI de Vongy
74200 Thonon-les-Bains

Références : 20221020-RAP-InspectonOrtecThonon
Code AIOT : 0006104743

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 octobre 2022 dans l'établissement ORTEC ENVIRONNEMENT implanté ZI DE VONGY 74200 THONON LES BAINS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans une perspective d'évolution des activités du site caractérisées par :

- une diminution du transit de déchets dangereux,
- une augmentation du transit des déchets ménagers issus de la collecte sélective, dans le cadre de l'extension des consignes de tri et de la réorganisation de la gestion de ces déchets à l'échelle du département.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC ENVIRONNEMENT
- ZI DE VONGY 74200 THONON LES BAINS
- Code AIOT : 0006104743
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement de Thonon-les-Bains de la société ORTEC Environnement, exploité depuis 1996, comprend un centre de tri de déchets ménagers issus de la collecte sélective ainsi que des installations de transit, regroupement et tri de déchets industriels, dangereux et non dangereux. Il est situé en aval immédiat de l'ancienne décharge de Vongy, sur la commune de Thonon-les-Bains. Le site, d'une superficie de 1,5 ha, dont 2000 m² couverts, emploie une cinquantaine de personnes. Les activités sont aujourd'hui réglementées par un arrêté préfectoral du 29 novembre 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- évolution de la situation administrative de l'établissement à court terme,
- pollution de sol.

2) Constats

2-1) Introduction - Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce

titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats - Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Pollution des sol	Arrêté Préfectoral du 29 novembre 2012, article 1.5

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29 novembre 2012, article 1.3
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29 novembre 2012, article 1.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les évolutions projetées relatives au transit de déchets issus de la collecte sélective des déchets ménagers devront faire l'objet d'un "porter à connaissance" afin d'engager au plus vite la procédure destinée à faire évoluer la situation administrative de l'établissement. Les éléments transmis devront comprendre en particulier :

- l'évaluation des impacts des installations et les risques qu'elles génèrent dans leur configuration projetée, ainsi que les dispositions prévues pour abaisser ces impacts et ces risques à des niveaux acceptables,
- une comparaison des risques et des impacts générés par les installations dans la configuration actuelle avec ceux prévus dans la configuration projetée,
- une description relative aux évolutions envisagées concernant la nature, l'origine et les flux de déchets traités dans l'établissement.

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant de traiter la pollution ponctuelle en PCB mise en évidence dans le diagnostic de sol et de nous présenter sous 30 jours les actions qu'il engage en ce sens ainsi que le calendrier des travaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 novembre 2012, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rubriques de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : les rubriques correspondant aux activités du site sont listées à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2012334-0021 du 29 novembre 2012. Par ailleurs, par courrier du 23 décembre 2013, l'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis, suite à la modification de la nomenclature des installations classées intervenue le 2 mai 2013, pour l'activité de stockage temporaire de déchets dangereux, visée par la rubrique 3550, à hauteur de 150 tonnes. Le site était ainsi soumis aux dispositions de la directive IED retranscrite en droit français dans le code de l'environnement.</p> <p>Par courrier électronique du 15 janvier 2021, l'exploitant a fait part de sa décision de limiter la quantité de déchets dangereux présents sur le site à une quantité inférieure à 50 tonnes. Dans ces conditions, le site ne serait plus soumis aux dispositions de la directive IED. Précisons que dans cette perspective, l'exploitant n'a pas transmis de dossier de réexamen ni de rapport de base.</p>
<p>Constats : Par courriel du 15 janvier 2021, l'exploitant nous a fait part de sa volonté de limiter à 50 tonnes la quantité de déchets dangereux stockée afin que les activités de son site ne relèvent plus de la rubrique 3550 ni la directive IED. Il nous a remis en séance un dossier de porter à connaissance établi par BUREAU VERITAS en septembre 2021. Ce document recense les capacités de transit de déchets dangereux du site autorisées par l'arrêté du 29 novembre 2012 :</p> <ul style="list-style-type: none">• trois cuves aériennes de 30 m³ d'eaux hydrocarburées,• une cuve aérienne de 30 m³ d'huiles noires,• un stockage conditionné de 30 tonnes de déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD), <p>ainsi que ses capacités dans la situation future :</p> <ul style="list-style-type: none">• une cuve aérienne de 30 m³ d'eaux hydrocarburées,• une benne contenant 12 m³ soit 15 tonnes de boues de séparateur d'hydrocarbures,• un stockage conditionné de 5 tonnes de DTQD et bouteilles de gaz vides, <p>impliquant la suppression de 3 des 4 cuves de 30 m³ présentes sur le site.</p> <p>Le porter à connaissance précise en outre que le site dispose de l'outil informatique nécessaire pour garantir le respect du seuil de 50 tonnes.</p> <p>Il convient de souligner que les activités de transit regroupement et tri de déchets dangereux se poursuivront sous la rubrique 2718 et non plus sous les deux rubriques 2718 et 3550.</p> <p>Par ailleurs, le porter à connaissance indique également la suppression de la rubrique 2719, correspondant à une installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines, fluviales ou de catastrophes naturelles en raison du retrait des 3 cuves de 30 m³. Le porter à connaissance précise que les autres activités du site resteront inchangées.</p> <p>Enfin, la société ORTEC nous a transmis un diagnostic de sol du 11 juillet 2022 établi par BUREAU VERITAS destiné à connaître l'état des terres et des eaux souterraines au droit de la zone de cuves dont 3 seront retirées et il nous a remis en séance une mise à jour de ce document. Ces éléments sont examinés dans la fiche de constats suivante.</p> <p>Lors de l'inspection, nous avons constaté qu'il ne restait plus qu'une cuve sur le site, dotée d'une rétention en béton correctement dimensionnée. La quantité de déchets dangereux présents sur le site était inférieure à 50 tonnes.</p> <p>Au vu des éléments présentés par l'exploitant nous proposons au préfet de prendre acte que les activités de l'établissement relatives au transit regroupement et tri de déchets dangereux ne relèvent plus de la rubrique 3550 ni de la directive IED.</p>

N° 2 : Pollution des sol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 novembre 2012, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, sauf dispositions contraires du présent arrêté.
Constats : Nous avons examiné en séance le diagnostic de sol du 11 juillet 2022 établi par BUREAU VERITAS destiné à connaître l'état des terres et des eaux souterraines au droit de la zone de cuves. Nous avons également examiné sa mise à jour remise en séance. Le diagnostic met en évidence dans les sols : <ul style="list-style-type: none">• des métaux à des teneurs modérées et une concentration ponctuelle significative en plomb de 64.6 mg/kg,• des teneurs en hydrocarbures modérées dont la valeur maximale est de 440 mg/kg, essentiellement composées de fractions lourdes,• des teneurs modérées en HAP, la teneur maximale de 16 composés étant de 4.84 mg/kg,• la non détection de composés organiques halogénés,• une teneur forte en PCB de 80.28 mg/kg en un point, les concentrations sur les autres sondages étant inférieures à 0.03 mg/kg. La mise à jour du diagnostic précité établi par des analyses complémentaires confirme le caractère ponctuel et superficiel de cette pollution. Dans les eaux souterraines, le piézomètre situé à proximité de la zone met en évidence des teneurs modérées, les plus notables étant 18,9 µg/l en TCE et 1 µg/l en CV, soit, pour chacun de ces composés, une concentration environ deux fois supérieure au seuil de potabilité. Ces teneurs dans la nappe nous paraissent acceptables au vu de la situation du site en zone industrielle, à l'aval hydraulique immédiat de la décharge de Vongy. En outre aucun lien avec les activités du site n'a pu être établi, ces composés n'ayant pas été détectés dans les sols. Au vu des éléments précités, nous demandons à l'exploitant de traiter la pollution ponctuelle en PCB mise en évidence dans le diagnostic de sol et de nous présenter sous 30 jours les actions qu'il engage en ce sens ainsi que le calendrier des travaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 novembre 2012, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Evolution des activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : tableau des installations classées prescrit à l'article 1-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 novembre 2012.
<p>Constats : Les collectivités de la Haute-Savoie en charge de la collecte des déchets ménagers ont passé un marché avec la société EXCOFFIER Recyclage pour que les déchets issus de la collecte sélective soient triés dans l'établissement de Chêne-en-Semine. Cette organisation qui doit prendre effet au 1^{er} janvier 2023 s'inscrit dans le cadre de l'extension des consignes de tri. Elle implique que plusieurs établissements du département regroupent ces déchets collectés en petites quantités puis les expédient en gros porteur vers l'installation Chêne-en-Semine.</p> <p>La société ORTEC Environnement envisage de dédier à ce regroupement une partie des capacités de son site de Thonon-les-Bains. Nous avons examiné avec l'exploitant les modalités d'une telle évolution. En conclusion de nos échanges, il nous a transmis par courriel du 24 octobre 2022 les évolutions qu'il envisageait pour chaque rubrique de la nomenclature :</p> <ul style="list-style-type: none">• Rubriques 2713 (transit, regroupement, tri de ferrailles et métaux) : pas de changement,• Rubrique 2718 (transit, regroupement, tri de déchets dangereux) : baisse de 150 à 50 tonnes (fiche de constat 1),• Rubrique 2719 (installation temporaire de transit de déchets issus de pollution accidentelle) : supprimée (fiche de constat 1),• Rubrique 2714 (transit, regroupement, tri de déchets de papiers, carton, caoutchouc, plastiques...) : augmentation de 2100 à 3000 m³, le seuil d'enregistrement étant fixé à 1000 m³,• Rubriques 2716 (transit, regroupement, tri de déchets non dangereux à l'exclusion notamment des activités visées par la rubrique 2714) : diminution de 490 à 255 m³. <p>Au vu de ces éléments, il appartient à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet le détail du projet et de ses enjeux afin de pouvoir statuer sur le caractère substantiel ou non des modifications qu'il induit. Ces éléments devront comprendre en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'évaluation des impacts des installations et les risques qu'elles génèrent dans leur configuration projetée, ainsi que les dispositions prévues pour abaisser ces impacts et ces risques à des niveaux acceptables,• une comparaison des risques et des impacts générés par les installations dans la configuration actuelle avec ceux prévus dans la configuration projetée,• une description relative aux évolutions envisagées concernant la nature, l'origine et les flux de déchets traités dans l'établissement. <p>Sur la base de ces éléments, le préfet statuera sur la procédure à suivre.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant nous a montré l'emplacement d'un futur bâtiment de 500 m² destiné à accueillir les déchets en transit issus de la collecte sélective. La structure, les modalités d'exploitation et les risques induits par l'exploitation de ce bâtiment devront bien entendu être décrits dans les éléments portés à la connaissance du préfet. En particulier, il appartient à l'exploitant de prendre toutes dispositions pour garantir qu'en cas de sinistre, les flux thermiques dangereux seraient confinés sur le site.</p> <p>Nous rappelons à l'exploitant qu'il lui appartient de transmettre au plus vite ce "porter à connaissance" afin que la procédure visant à faire évoluer la situation administrative de l'établissement puisse être engagée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite